

In afwachting van de uitvoering van de machtiging bepaald in artikel 18 van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de “Office de la Naissance et de l’Enfance”, zoals gewijzigd bij dit decreet, blijven het aantal, het geografische ambtsgebied en de samenstelling van de subregionale comités bepaald door de voorheen geldende bepalingen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid,
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 694-1 - Commissieamendement(en), nr. 694-2 - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 694-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 694-4 - Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 april 2024.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2024/005771]

31 MAI 2024. — Décret en vue de renforcer l’accessibilité aux études, de garantir la finançabilité des étudiants et d’instaurer un pilotage chiffré (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret est applicable aux Universités, aux Hautes Écoles et aux Écoles supérieures des Arts, telles que visées par les articles 10, 11 et 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études.

Art. 2. L’article 27 du décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études et d’autres législations en matière d’enseignement supérieur est complété par la phrase suivante :

“ Ceux de ces étudiants qui étaient inscrits et finançables au cours de cette dernière année académique sont réputés finançables en vue de leur inscription dans le même cursus lors de l’année académique 2024-2025. ».

Art. 3. Les étudiants finançables inscrits au cours de l’année académique 2023-2024 et qui n’ont pas valorisé ou acquis au terme de deux inscriptions dans le premier cycle les 60 premiers crédits du premier bloc annuel de leur cursus sont considérés, par dérogation à l’article 5, § 2, alinéa 1, 2. du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d’enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021 comme remplissant les conditions de réussite suffisantes au sens de l’article 5, § 1^{er}, 3. du même décret du 11 avril 2014 en vue de leur inscription lors de l’année académique 2024-2025 pour autant qu’ils aient valorisé ou acquis au moins 45 crédits de leur cursus.

Art. 4. A l’article 5, § 1^{er}, 2., du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d’enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les mots “ avec un programme annuel de l’étudiant minimum de 45 crédits, sauf en cas d’allègement » sont abrogés.

Art. 5. A l’article 5, § 5, alinéa 1^{er}, du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d’enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les modifications suivantes sont apportées :

1° la première phrase est complétée par les mots suivants “ ou, s’il se réoriente après la deuxième inscription dans le premier cycle, de deux inscriptions supplémentaires ».

2° la dernière phrase est abrogée.

Art. 6. A l’article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, il est inséré un alinéa rédigé comme suit : “ En 2024, un montant unique et exceptionnel de 937.500 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. »

2° au § 2, il est inséré un alinéa rédigé comme suit : “ En 2024, un montant unique et exceptionnel de 2.187.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. »

Art. 7. A l’article 9 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est inséré un alinéa rédigé comme suit : “ En 2024, un montant unique et exceptionnel de 1.625.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. ».

Art. 8. L'article 60 sexies du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Une allocation unique et exceptionnelle, ou financement complémentaire, de fonctionnement est allouée, en 2024, aux Ecoles supérieures des Arts au titre de participation au financement de leurs dépenses de fonctionnement. Celle-ci est établie à 250.000 euros. Celle-ci est répartie entre les Ecoles supérieures des Arts en fonction du rapport entre le nombre des étudiants finançables de l'année académique 2023-2024 de l'Ecole supérieure des Arts et le nombre des étudiants finançables de la même année académique de l'ensemble des Ecoles supérieures des Arts. ».

Art. 9. L'article 29 du décret du 2 décembre 2021 est remplacé par ce qui suit :

« Un pilotage régulier et une évaluation du présent décret est effectué par l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) et les services du Gouvernement. Les établissements récoltent les données chiffrées nécessaires à ce pilotage et les transmettent à l'ARES et aux services du Gouvernement. Pour la première année d'application, ces données sont transmises pour le 30 octobre 2024 au plus tard.

Pour les années ultérieures, les établissements récoltent les données chiffrées nécessaires à ce pilotage et les transmettent à l'ARES et aux services du Gouvernement soixante jours après la fin de la première et de la dernière période d'évaluation. Chaque évaluation est transmise au Gouvernement.

L'évaluation porte sur le parcours individuel des étudiants, en ce compris la diplomation, la finançabilité et les réorientations, avec un chiffrage des étudiants encourant une perte de finançabilité au terme de l'inscription en cours ou un risque de perte de finançabilité au terme de l'inscription suivante, ainsi qu'un chiffrage des motifs de cette perte ou risque de perte. Cette évaluation porte également sur l'organisation des établissements, en ce compris l'impact sur leur financement. »

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2024-2025.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 31 mai 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des Chances
et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

Françoise BERTIEAUX

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

—————
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Proposition de décret, n° 703-1. – Amendement(s) en commission, n° 703-2. – Rapport de commission, n° 703-3. – Texte adopté en commission, n° 703-4. – Amendement(s) en séance, n° 703-5. – Texte adopté en séance plénière, n° 703-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 25 avril 2024.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/005771]

31 MEI 2024. — Decreet waarbij de toegankelijkheid tot studies vergroot wordt, de financierbaarheid van studenten gegarandeerd wordt en een becijferde sturing ingevoerd wordt

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de Universiteiten, de Hogescholen en de Hogere Kunstschole, zoals bedoeld in de artikelen 10, 11 en 12 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Art. 2. Artikel 27 van het decreet van van 2 december 2021 tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en andere wetgevingen inzake hoger onderwijs, wordt aangevuld met de volgende zin :

«Studenten die tijdens dit laatste academiejaar waren ingeschreven en in aanmerking kwamen voor financiering, worden geacht in aanmerking te komen voor financiering met het oog op hun inschrijving voor dezelfde cursus tijdens het academiejaar 2024-2025. ».

Art. 3. Financierbare studenten die ingeschreven zijn tijdens het academiejaar 2023-2024 en die na twee inschrijvingen in de eerste cyclus de eerste 60 studiepunten van het eerste jaarblok van hun cursus niet hebben gewaardeerd of verworven, worden, in afwijking van artikel 5, § 2, eerste lid, 2., van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, geacht te beantwoorden aan de voldoende slaagvoorwaarden in de zin van artikel 5, § 1, 3. van het decreet van 11 april 2014 met het oog op hun inschrijving in het academiejaar 2024-2025, op voorwaarde dat ze ten minste 45 studiepunten van hun cursus hebben gewaardeerd of verworven.

Art. 4. In artikel 5, § 1, 2, van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies, worden de woorden "met een minimum van 45 studiepunten van zijn jaarlijks programma, behalve in geval van vermindering" opgeheven.

Art. 5. In artikel 5, § 5, eerste lid, van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste zin wordt aangevuld met de volgende woorden "of, als hij/zij zich heroriënteert na de tweede inschrijving in de eerste cyclys, voor twee bijkomende inschrijvingen".

2° de laatste zin wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt : " In 2024 wordt een enkel en uitzonderlijk bedrag van 937.500 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen met toepassing van de vorige leden. »

2° in § 2 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt : " In 2024 wordt een enkel en uitzonderlijk bedrag van 2.187.000 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen met toepassing van de vorige leden. »

Art. 7. In artikel 9 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt : " In 2024 wordt een enkel en uitzonderlijk bedrag van 1.625.000 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen met toepassing van de vorige leden. ».

Art. 8. Artikel 60 sexies van het decreet 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Er wordt een enkele en uitzonderlijke werkingstoelage, of aanvullende financiering, toegekend in 2024 aan de Hogere Kunstschoolen om hun werkingsuitgaven te helpen financieren. Deze is vastgesteld op 250.000 euro. Deze wordt verdeeld over de Hogere Kunstschoolen op basis van de verhouding tussen het aantal financierbare studenten van het academiejaar 2023-2024 van de Hogere Kunstschoolen en het aantal financierbare studenten van hetzelfde academiejaar van alle Hogere Kunstschoolen. ».

Art. 9. Artikel 29 van het decreet van 2 december 2021 wordt vervangen als volgt :

"Dit decreet zal regelmatig worden gestuurd en geëvalueerd door de "Academie voor Hoger Onderwijs en Onderzoek" (ARES) en diensten van de regering. De instellingen verzamelen de cijfers die nodig zijn voor deze sturing en sturen ze door naar ARES en de diensten van de regering. Voor het eerste toepassingsjaar moeten deze gegevens uiterlijk op 30 oktober 2024 worden ingediend.

Voor de volgende jaren verzamelen de instellingen de cijfers die nodig zijn voor deze sturing en sturen ze die zestig dagen na het einde van de eerste en de laatste evaluatieperiode naar de ARES en de diensten van de regering. Elke evaluatie wordt naar de regering gestuurd.

De evaluatie heeft betrekking op het individuele traject van studenten, inclusief diplomering, financierbaarheid en heroriëntatie, met een becijfering van studenten die aan het einde van de lopende inschrijving geconfronteerd worden met een verlies van financierbaarheid of een risico op verlies van financierbaarheid aan het einde van de volgende inschrijving, evenals een becijfering van de redenen voor dit verlies of risico op verlies. Deze evaluatie heeft ook betrekking op de organisatie van de instellingen, inclusief de gevolgen voor hun financiering. »

Art. 10. Dit decreet treedt in werking vanaf het academiejaar 2024-2025.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 31 mei 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport
en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Voorstel van decreet, nr. 703-1. – Commissieamendement(en), nr. 703-2. – Commissieverslag, nr. 703-3. – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 703-4. – Zittingsamendement(en), nr. 703-5. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 703-6.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 25 april 2024.